

Wealthsimple

Mémoire pour les
consultations prébudgétaires
en prévision du budget fédéral
de 2024

Août 2023



Résumé des recommandations

Que le gouvernement canadien :

1. **Améliore l'infrastructure de paiement du Canada avec un système de paiement en temps réel (PTR) opérationnel en permanence, au même titre que tous les autres pays du G7, afin de fournir un service public qui réduit les frais de retard et de découvert, diminue le recours aux prêteurs sur salaire, facilite la croissance économique et améliore les flux de trésorerie et la gestion de l'argent de tous les citoyens.**
2. **Impose une tarification uniforme basée sur le coût réel d'utilisation pour tous les participants directs au système de PTR, ce qui est essentiel pour créer un contexte propice à des innovations viables et évolutives dans le domaine des services financiers et pour élargir le choix offert aux consommateurs.**
3. **Dialogue avec les gouvernements provinciaux et municipaux et les agences publiques pour s'assurer qu'ils sont prêts à tirer profit des gains d'efficacité en matière de rapprochement, de mise en œuvre des programmes, de versement des impôts et de remboursement des prêts offerts par le système de PTR.**



Introduction

Alors que le Comité permanent des finances étudie les priorités du budget de 2024, Wealthsimple préconise d'examiner les possibilités de tirer parti de la technologie et des meilleures pratiques mondiales pour accroître l'efficacité, la productivité et la compétitivité du Canada.

Plus précisément, le gouvernement doit remédier au fait qu'il n'existe pas de système de paiement numérique permanent — communément appelé système de paiement en temps réel (PTR) — qui permette de contrôler de manière efficace, directe et immédiate les mouvements d'argent.

Le gouvernement a toujours soutenu la création d'un PTR et en a supervisé le développement par l'intermédiaire de Paiements Canada et de la Banque du Canada depuis 2015. Dans sa [plateforme de 2021](#), il a réitéré son engagement à « moderniser la technologie des paiements du Canada pour fournir des options plus rapides et moins coûteuses afin que vous puissiez gérer votre argent, régler des factures et transférer des fonds à des proches partout à travers le monde de façon sûre et pratique ».

Le projet bénéficie du soutien de tous les partis et nous nous réjouissons que le comité ait l'intention de suivre son évolution à l'automne. Toutefois, les retards répétés soulèvent des inquiétudes concernant le risque de compromis excessifs par rapport à des [objectifs politiques importants](#), notamment l'engagement en faveur d'une tarification équitable et transparente et d'un règlement instantané 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an, qui sont tous deux nécessaires pour obtenir les avantages souhaités.

Nous partageons les préoccupations de [l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge](#), qui estime que « l'apparente complaisance du Canada à faire entrer les éléments clés de son système financier dans l'ère numérique est le résultat d'un manque de volonté politique, du cloisonnement des réglementations et des intérêts en place dans notre économie en pleine évolution. Le résultat final est que les Canadiens et les petites entreprises continuent de devoir payer des frais élevés — parmi les plus élevés au monde — chaque fois qu'ils effectuent un paiement. À une époque où les budgets sont serrés, tant pour les consommateurs que pour les petites entreprises, ces coûts sont difficiles à supporter et inévitables ».

S'il est correctement mis en œuvre, le système de paiement en temps réel pourrait être un service public aussi important que les autoroutes ou l'internet à haut débit, en raison des possibilités qu'il offre aux consommateurs et aux entreprises : contrôle, rapidité, sécurité et choix.



Avantages du PTR et frais liés aux retards

S'il est exécuté conformément aux paramètres actuels de Paiements Canada, le système de PTR permettra de :

Diminuer le coût de la vie et les frais d'exploitation des entreprises

Les Canadiens sont confrontés à des coûts élevés dans leur vie quotidienne. Les [données de Statistique Canada](#) montrent qu'un tiers des Canadiens ont du mal à répondre à leurs besoins financiers, tandis qu'un quart d'entre eux sont incapables d'assumer une dépense imprévue de 500 dollars. Pour beaucoup, en particulier les jeunes, les nouveaux arrivants et les personnes touchées de manière disproportionnée par l'augmentation rapide des taux d'intérêt (comme les personnes ayant un prêt hypothécaire à taux variable ou un prêt étudiant), l'incapacité d'effectuer et de recevoir des paiements instantanément peut être dévastatrice : cela peut retarder le versement des salaires, le remboursement des dettes et les envois de fonds à des proches. La lenteur des paiements peut entraîner des dépenses supplémentaires pour les personnes les plus en difficulté, comme des frais de découverts et de retard, ainsi qu'un recours accru aux prêts sur salaire à intérêt élevé.

Par ailleurs, les petites entreprises ont besoin de recevoir des paiements rapidement pour payer leurs frais généraux et régler leurs dettes sans tarder afin d'éviter des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'autres pénalités. [Les systèmes de paiement actuels du Canada retardent le règlement de plusieurs jours](#), ce qui empêche les entreprises de gérer efficacement leur trésorerie, les obligeant à conserver de l'argent qui pourrait être utilisé à meilleur escient, voire à contracter de nouvelles dettes, en attendant que les paiements entrants soient compensés. Il s'agit d'une taxe cachée qui a une incidence considérable sur l'économie canadienne : [une étude réalisée en 2018 par EY](#) a révélé que le traitement des paiements coûtait aux entreprises canadiennes entre 3 et 6,5 milliards de dollars par an. Alors que [les insolvabilités des entreprises n'ont jamais été aussi importantes depuis une dizaine d'années](#), l'urgence est évidente.

Faire croître l'économie canadienne

Les avantages économiques des paiements en temps réel sont multipliés lorsque les citoyens et les entreprises sont en mesure d'utiliser leur argent à des fins plus productives, au lieu de payer des prix injustifiés pour les services de paiement ou de détenir des capitaux pour couvrir les retards. Un [rapport publié en 2019 par Deloitte UK](#) a révélé que 63 % des entreprises utilisent leur capital de cette manière, ce qui permet de conclure que les paiements en temps réel favorisent la croissance économique en réduisant les frais de transaction, en améliorant l'efficacité économique et en favorisant les innovations futures.



Outre les entreprises et les citoyens, les petites institutions financières (y compris les coopératives de crédit) pourraient utiliser leur capital de manière plus efficace grâce au PTR. Au lieu de cela, les petites institutions financières et les entreprises de technologie financière dépensent des millions pour distribuer de l'argent à leurs clients en attendant que les paiements soient compensés, et une poignée de grandes institutions financières profitent des retards de règlement, notamment en percevant des intérêts sur les fonds en transit.

Faire économiser de l'argent aux contribuables

Les gouvernements, à tous les niveaux, devraient être parmi les plus importants bénéficiaires du PTR, car ils effectuent et reçoivent quotidiennement des milliards de dollars de paiements et assument souvent les frais liés aux retards. Avec le PTR, les administrations pourraient réduire leur dépendance à l'égard des options de paiement sur papier, comme les chèques et les factures, ce qui permettrait d'éliminer les frais connexes et les risques de perte ou de dommages. Une étude réalisée en 2022 par [Services publics et Approvisionnement Canada](#) a montré que les paiements en temps réel permettraient aux gouvernements de collecter les impôts et de réduire les frais de fonctionnement (y compris les demandes de confirmation des déclarations et les reçus de paiement). L'amélioration du rapprochement et de la traçabilité de bout en bout que permet le PTR pourrait également réduire la fraude et faciliter les enquêtes.

Pour les citoyens, le PTR permettrait d'offrir une solution pratique et instantanée pour payer les impôts, les droits de douane, les services ou les remboursements de prêts et pour recevoir les aides gouvernementales au moment où ils en ont le plus besoin. Les programmes d'aide en cas de pandémie, tels que la [Prestation canadienne d'urgence](#), le [nouveau remboursement pour l'épicerie](#) et le [programme de soutien au tutorat de l'Ontario](#), sont des exemples de prestations gouvernementales qui auraient davantage de portée si elles étaient distribuées de manière sûre et instantanée. En fin de compte, les coûts d'une infrastructure déficiente — qu'il s'agisse des coûts administratifs, de la gestion des flux de trésorerie ou des pertes dues à la fraude — sont à la charge des contribuables.

La mise en œuvre du PTR favoriserait la responsabilité fiscale et contribuerait à l'[engagement pris par le gouvernement dans le budget de 2023](#) visant à réduire les dépenses ministérielles de 3 % d'ici à 2026-2027.



Les systèmes de paiement en temps réel dans d'autres pays

Après le lancement de [FedNow](#) aux États-Unis en juillet 2023, le Canada est le seul pays du G7 à ne pas disposer d'un système de paiement instantané géré par l'État et offrant un règlement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an. Les systèmes de PTR stimulent la croissance économique et l'innovation dans les services financiers chez nos homologues, alors que le Canada reste à la traîne.

Aux États-Unis, le développement par la Réserve fédérale du service FedNow, dont la propriété et l'exploitation sont centralisées, [repose](#) sur les besoins des consommateurs et des petites entreprises et favorise [un accès et une tarification équitables](#) pour les institutions financières de toutes tailles. Une étude a estimé que les consommateurs pourraient économiser [10 milliards de dollars par an](#) en frais de découvert et de retard grâce aux paiements en temps réel.

Dans l'Union européenne, les virements instantanés en euros sont traités via le [système de paiement SEPA](#), lancé en 2017. Le SEPA est disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an, et ne prend pas plus de dix secondes pour vérifier et effectuer une transaction et mettre les fonds à la disposition du destinataire. Au Royaume-Uni, le système [Faster Payments](#), lancé en 2008, confirme chaque paiement dans les 15 secondes et facture à tous les participants une commission fixe par transaction traitée. Au Japon, le système [Zengin](#), qui traite les paiements en temps réel depuis 1973, est passé en 2018 à un service fonctionnant en tout temps.

En dehors du G7, de nombreux autres pays ont mis en place avec succès des systèmes de PTR. [Plus de 70 pays](#) dans le monde utilisent aujourd'hui les paiements en temps réel et en récoltent les fruits. Le [système Pix du Brésil](#) est l'un des exemples les plus connus. La Corée du Sud a enregistré 7,3 milliards de transactions en temps réel en 2021, générant une [production économique supplémentaire de 8 milliards de dollars](#) américains et des économies de 2 milliards de dollars pour les entreprises et les consommateurs, ce qui a permis de simplifier les remboursements d'impôts et les prestations sociales et de réduire les possibilités de fraude. Le système danois, [Straksclearingen](#), est doté d'un système de détection des fraudes et de lutte contre le blanchiment d'argent. Le Centre for Economics and Business Research estime que d'ici 2026, les cinq plus grands marchés de PTR du monde (Inde, Chine, Thaïlande, Brésil et Corée du Sud) généreront un [PIB supplémentaire de 131 milliards de dollars américains](#) grâce à leurs systèmes de paiement en temps réel.

Le système de PTR proposé par le Canada s'aligne sur les meilleures pratiques mondiales et sur les besoins de notre économie moderne.



Le rôle des systèmes de paiement privés

Les Canadiens ont bénéficié des toutes premières innovations apportées par des entités privées dans ce domaine. Mais ces sociétés ont des responsabilités fiduciaires envers leurs actionnaires. Les fournisseurs privés de services de paiement en temps réel ont le droit de monétiser leur infrastructure à leur avantage, mais cela les empêche d'être en mesure d'atteindre les objectifs déclarés dans ce cadre.

Actuellement, les systèmes privés au Canada peuvent profiter d'une tarification échelonnée en fonction du volume, qui permet aux institutions financières les plus importantes de bénéficier des frais les plus bas par transaction (contrairement au barème tarifaire de Paiements Canada, qui est équitable et transparent, puisque tous les participants paient le même taux) et du règlement différé, qui permet aux intermédiaires de percevoir des intérêts et de gagner des liquidités. Ces deux caractéristiques avantagent un petit nombre de grands opérateurs historiques au détriment des petits et nouveaux venus. Ces deux caractéristiques ne correspondent pas à la vision du gouvernement. Il est juste de dire que le système actuel crée des incitations perverses à retarder ou à surestimer les risques, comme la fraude, qui existent incontestablement, mais sont limités dans le monde entier et font pâle figure en comparaison des lacunes du statu quo.

Autrement dit, les systèmes de paiement privés jouent un rôle important dans le secteur des paiements au Canada, mais ils ne peuvent pas se substituer à un PTR géré par le gouvernement. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a demandé à Paiements Canada de construire un système de paiement en temps réel et cette décision correspond à la conclusion tirée par la Réserve fédérale américaine qui a décidé d'accélérer la mise en œuvre du service FedNow, en dépit de l'existence d'un système privé.



Conclusions

En 2016, le gouvernement a tenu des [propos prometteurs](#) à l'égard des innovateurs : « Nous devons positionner le Canada en tant que chef de file mondial pour ce qui est de la traduction des idées en solutions, des résultats des travaux scientifiques en technologies concrètes; des compétences en emplois; et des entreprises en démarrage en réussites mondiales. » Cet objectif reste tout aussi pertinent aujourd'hui. En tant que jeune entreprise canadienne aux ambitions mondiales, il est au cœur de nos recommandations.

Wealthsimple adhère pleinement à la [vision actuelle du système de PTR](#), présentée par la Banque du Canada et le ministère des Finances à Paiements Canada, qui « favorise un accès équitable et ouvert; stimule la concurrence et l'innovation; donne lieu à des tarifications justes et transparentes; met en place des contrôles adéquats des risques; et sert l'intérêt des utilisateurs finaux ». Nous pensons que le gouvernement doit se rappeler cette vision et agir en ce sens aujourd'hui.

Comme l'a dit notre PDG, Wealthsimple s'engage à créer des produits qui ont des répercussions positives pour nos clients, comme le taux d'intérêt à 4 % que nous offrons à tous les comptes courants, la [protection accrue de la SADC](#) et notre carte de dépenses sans frais pour les opérations à l'étranger. Et nous sommes prêts à en faire plus. Nous savons quels produits et services sont envisageables. Nous disposons des talents nécessaires pour les mettre en œuvre. Et nous avons reçu l'approbation de la Banque du Canada pour accéder directement au système de PTR une fois qu'il sera opérationnel. Il ne nous manque plus que l'infrastructure.

Pour toutes ces raisons, nous avons formulé les recommandations détaillées qui se trouvent à la page 1.

À propos de Wealthsimple

Wealthsimple est une société de services financiers dont la mission est d'aider chacun à accéder à la liberté financière. Grâce à une technologie intelligente, nous rendons simples, transparents et peu coûteux des services financiers qui sont souvent déroutants, opaques et coûteux. Fondée pour gérer des investissements automatisés en 2014, la société sert aujourd'hui plus de 3 millions de Canadiens (dont 1 adulte sur 5 de moins de 40 ans) avec des produits sur l'investissement, les comptes autogérés, les cryptomonnaies, les déclarations d'impôt, l'épargne et les dépenses. Nos 1 000 employés travaillent d'un océan à l'autre, dans de grandes villes comme Toronto et de plus petites communautés comme Nelson, en Colombie-Britannique, Saint-Lazare, au Québec et Iqaluit, au Nunavut.

Wealthsimple a fait ses preuves en lançant des produits financiers innovants et inclusifs tout en privilégiant une collaboration anticipée et continue avec les régulateurs et les décideurs politiques. En 2020, nous sommes devenus la première plateforme cryptographique



réglementée au Canada et, en 2022, nous sommes devenus la première institution non bancaire et non coopérative de crédit à obtenir un compte de règlement auprès de la Banque du Canada. Nous sommes membres du Comité consultatif sur les paiements de détail de la Banque du Canada, du Groupe de travail sur le système bancaire ouvert du ministère des Finances, ainsi que du Comité consultatif des membres et des groupes de travail sur les paiements en temps réel de Paiements Canada.